

**MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT
NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESIONNELLE**

**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION**



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

**Bulletin trimestriel d'information sur le marché
du travail : 2^e trimestre 2022, numéro 002**

Août 2022

Sommaire

Résumé	4
Introduction.....	5
1. Créations d'emplois.....	6
1.1. Créations d'emplois du secteur privé.....	6
1.1.1. Caractéristiques des entreprises qui recrutent	6
1.1.2. Caractéristiques des emplois créés	8
1.2. Créations d'emplois du secteur public	10
1.3. Pertes d'emplois	13
1.4. Récapitulatif des emplois créés	14
2. Autres indicateurs du marché du travail	15
2.1. Offres et demandes d'emploi	15
2.2. Dialogue social	17
3. Analyse de quelques indicateurs économiques	19
3.1. Indice Harmonisé des Prix à la Consommation	19
3.2. Nouvelles créations d'entreprises	21
Conclusion	23

Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1: Répartition des agents recrutés par branche d'activités	7
Tableau 2: Répartition des agents recrutés par type de contrat et par sexe	8
Tableau 3: Répartition des emplois créés par type de diplôme et par sexe	9
Tableau 4: Répartition des emplois créés par nationalité et par sexe.....	10
Tableau 5: Répartition des emplois créés par tranche d'âge et par sexe.....	10
Tableau 6: Répartition des emplois générés par les projets et programmes d'investissement par ministère selon le type d'emploi généré.....	11
Tableau 7: Répartition des emplois générés par les projets et programmes d'insertion par ministère selon le type d'emploi généré.....	13
Tableau 8: Répartition des pertes d'emplois selon le motif, è d'octobre à décembre 2021	14
Tableau 9: Evolution des créations et des pertes d'emplois enregistrées du 01 janvier 2020 à nos jours.....	15
Tableau 10: Demandes d'emploi enregistrées au cours du 2 ^e trimestre 2022 par région selon le sexe	16
Tableau 11: Placements effectués au cours du 4 ^e trimestre 2021 par région selon le sexe	17
Tableau 12: Etat des principaux indicateurs du dialogue social par région	18
Tableau 13: Variation du taux d'inflation au 4 ^e trimestre de 2020 et 2021	19
Tableau 14: Répartition des nouvelles entreprises créées selon la branche d'activités et par trimestre	22
Graphique 1: Répartition des emplois du secteur privé enregistrés par région	8
Graphique 2: Offres d'emploi enregistrées au cours du 2 ^e trimestre 2022 par région	16
Graphique 3: Evolution des litiges individuels entre le 1 ^{er} et le 2 ^e trimestre 2021	18
Graphique 4: Évolution des indices trimestriels du 1 ^{er} trimestre 2021 au 1 ^{er} trimestre 2022...20	
Graphique 5: Taux d'inflation mensuel moyen juillet 2021 à juin 2022.....	21

Résumé

Le Bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail est une production de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) sur la situation trimestrielle des créations d'emplois, des offres et demandes d'emploi, du dialogue social, de l'indice harmonisé des prix à la consommation et des nouvelles créations d'entreprises. Cette production est le deuxième Bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail. Il regroupe les deux rapports trimestriels (Rapport trimestriel sur les créations d'emplois et Bulletin trimestriel sur le marché du travail) que l'ONEF avait l'habitude de produire jusqu'en décembre 2021.

Au deuxième trimestre 2022, le nombre d'emplois créés est de 9 797 dont 2 449 créations d'emplois par le secteur public et 7 348 par le secteur privé. Sur la même période, il a été enregistré 610 pertes d'emplois. Ce faisant, la création nette d'emplois s'établit à 9 187.

Au cours du deuxième trimestre 2022, au total 1 718 demandes d'emplois ont été enregistrées contre 568 offres d'emplois et 981 placements. Il a été enregistré 396 litiges individuels.

Au deuxième trimestre 2022, l'indice harmonisé des prix à la consommation a augmenté de 3,7% par rapport au trimestre précédent, et 9,5% par rapport au deuxième trimestre 2021. Pendant le deuxième trimestre 2022, il a été enregistré 4 993 nouvelles créations d'entreprises.

En se basant sur le premier trimestre 2022, la situation du marché du travail a connu un recul au deuxième trimestre 2022.

Introduction

Le huitième objectif des Objectifs du développement durable (ODD 8) à l'horizon 2030 adopté par les Nations Unies, exhorte la communauté internationale à « promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, **le plein emploi productif et un travail décent pour tous** ».

Conformément à sa mission de centralisation, de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données statistiques, l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) compile les données produites par les autres structures de l'administration, en collaboration avec la Direction Nationale de l'Emploi (DNE). La collecte assurée par ces deux structures vise à faire le suivi de quelques indicateurs de l'emploi et de l'économie afin de produire le bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail.

Les données publiées dans ce Bulletin proviennent principalement de deux sources :

- ✓ Les emplois publics sont collectés auprès des « Points focaux Emploi », des institutions de la République et des projets et programmes des départements ministériels, des Cellules de Planification et de Statistique, de la Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel pour les fonctionnaires de la fonction publique de l'Etat, de la Direction générale des collectivités pour les fonctionnaires des collectivités et de la Direction des ressources humaines du secteur de la défense et de la sécurité ;
- ✓ Les emplois formels créés par le secteur privé sont collectés auprès de la Direction Nationale du Travail pour les contrats de travail des expatriés et des Directions régionales du travail pour les contrats de travail des nationaux.

Le présent rapport est basé sur les données du deuxième trimestre 2022 (du 1^{er} avril au 30 juin 2022). Il est structuré autour de trois parties : la première partie traite des créations d'emplois, la seconde, des autres indicateurs du marché du travail et la troisième partie analyse quelques indicateurs économiques.

La production du bulletin trimestriel d'information s'inscrit dans le cadre de l'exécution du Plan stratégique de développement (PSD) de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) dans son objectif opérationnel 2.2. Développer la production des statistiques de l'emploi et de la formation. Ce bulletin représente les rapports trimestriels sur les créations d'emplois et les bulletins trimestriels sur le marché du travail que l'ONEF produisait jusqu'en décembre 2021.

1. Créations d'emplois

L'emploi est l'ensemble des activités de production de biens et de services en échange d'une rémunération ou d'un profit. Les personnes en emploi sont des personnes en âge de travailler, engagées dans toute activité visant à produire des biens ou à fournir des services en échange d'une rémunération ou d'un profit.

La partie créations d'emplois traite des créations d'emplois du secteur privé, des créations d'emplois du secteur public, des pertes d'emplois et du récapitulatif des emplois créés.

1.1. Créations d'emplois du secteur privé

Le secteur privé regroupe toutes les organisations et entreprises non étatiques. Les créations d'emplois du secteur privé sont données selon les caractéristiques des entreprises recruteuses et les caractéristiques des emplois.

1.1.1. Caractéristiques des entreprises qui recrutent

Le tableau 1 nous renseigne que 7 348 emplois ont été créés par le secteur privé. Il donne la répartition de ces emplois par branche d'activités.

Un peu plus d'un emploi sur cinq (20,2%) ont été créés par les activités de service de soutien et de bureau, soit 1 485 emplois ; les activités pour la santé humaine et l'action sociale viennent en deuxième position avec 15,2% des emplois et en troisième position viennent les activités extractives avec 13,5% des emplois. Ces trois branches d'activités regroupent à peu près la moitié (49,0%) des emplois créés par le secteur privé au deuxième trimestre 2022. En plus de ces branches, les branches atteignant plus 300 emplois créés sont les activités des organisations extraterritoriales (718), l'enseignement (565), les activités de fabrication (430) et les autres activités de services non classées ailleurs (399). En revanche, les branches d'activités de construction, les activités d'administration publique, l'activité de commerce, les activités financières et d'assurance n'atteignent pas chacune 300 emplois créés.

Le nombre d'emplois créés par le secteur privé est passé de 10 233 emplois au premier trimestre 2022 à 7 348 emplois au second trimestre 2022, soit une diminution de 28,1%. Cette diminution des emplois créés par le secteur privé est très remarquable pour les branches construction (451 emplois au premier trimestre 2022 contre 272 emplois au deuxième trimestre 2022, soit une diminution de 39,6%), les activités d'hébergement et de restauration (26,2%), production et distribution d'électricité et de gaz (46,4%), et de production, distribution d'eau, assainissement, traitement déchets et dépollution (61,1%), les activités de transport et de transpostage (71,4%).

Durant le trimestre, quatre branches d'activités enregistrent une augmentation du nombre d'emplois créés par rapport au premier trimestre 2022, à savoir les activités spécialisées scientifiques et techniques (38,2%), les activités immobilières (37,5%), les activités de fabrication (33,0%), les activités d'information et de communication (13,8%).

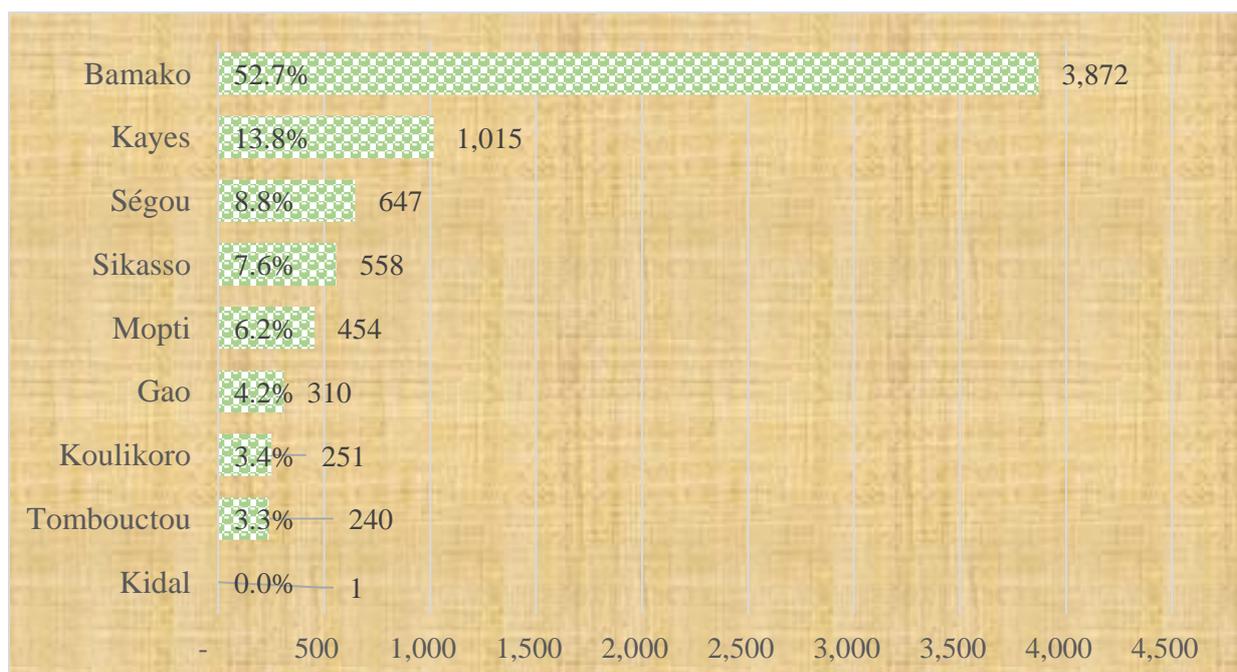
Tableau 1: Répartition des agents recrutés par branche d'activités

Branche d'activité	Effectifs	Pourcentage
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	2	0,0
Activités d'Administration Publique	237	3,2
Activités de Fabrication	430	5,9
Activités de Services de Soutien et de Bureau	1 485	20,2
Activités des Organisations Extraterritoriales	718	9,8
Activités Extractives	989	13,5
Activités Financières et d'Assurance	211	2,9
Activités Immobilières	11	0,1
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	1 116	15,2
Activités Spéciales des Ménages	25	0,3
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	141	1,9
Agriculture, Sylviculture, Pêche	139	1,9
Autres Activités de Services N.C.A.	399	5,4
Commerce	224	3,0
Construction	272	3,7
Enseignement	565	7,7
Hébergement et Restauration	115	1,6
Information et Communication	148	2,0
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	15	0,2
Production, Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement Déchets et Dépollution	39	0,5
Transports et Entreposage	67	0,9
Total	7 348	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 1^{er} trimestre 2022

Le graphique 1 nous donne la répartition des emplois créés au deuxième trimestre 2022 par le secteur privé, par région. Sur les 7 348 emplois créés par le secteur privé, 3 872 sont créés dans le District de Bamako, soit 52,6% des emplois du deuxième trimestre 2022. Les régions de Kayes (13,8%) et Ségou (8,8%) viennent respectivement en deuxième et troisième position en termes de proportion d'emplois créés au deuxième trimestre 2022. C'est la région de Kidal qui enregistre la plus faible proportion d'emplois créés avec 0,0%.

Comparativement au premier trimestre 2022, toutes les régions ont connu une diminution au second trimestre, du nombre d'emplois créés sauf les régions de Kayes et Tombouctou. En effet, les régions de Kayes et Tombouctou avaient respectivement enregistré 670 et 187 créations d'emplois au premier trimestre 2022 contre 1015 et 240 emplois au deuxième trimestre 2022 soit des augmentations respectives de 51,4% et 28,3%. Les diminutions du nombre d'emplois créés au second trimestre sont très remarquables dans le District de Bamako, les régions de Sikasso et Kidal. Le nombre d'emplois créés au premier trimestre 2022 était de 5426 pour le District de Bamako, 1280 pour Sikasso et 61 pour Kidal contre le nombre d'emplois créés au deuxième trimestre 2022 par ces régions, soit 3 872, 558, et 1 mentionné dans le graphique suivant.



Graphique 1: Répartition des emplois du secteur privé enregistrés par région

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 2^e trimestre 2022

1.1.2. Caractéristiques des emplois créés

Dans cette partie, nous analysons les caractéristiques des emplois créés selon le type de contrat, le diplôme, la nationalité et la tranche d'âge de la personne recrutée par sexe.

Globalement, les hommes représentent à peu près huit sur dix (79,9%) des emplois créés au deuxième trimestre 2022. Non seulement il n'y a que 21,1% des femmes parmi les personnes ayant un emploi au deuxième trimestre 2022, mais aussi le nombre de nouvelles créations d'emplois des femmes est deux fois moins que celui du premier trimestre 2022. Les créations d'emplois des femmes sont passées de 2 163 emplois au premier trimestre 2022 à 1 470 emplois au deuxième trimestre 2022.

Le tableau suivant nous renseigne qu'il y a plus de contrats de type CDD (61,2%) que de type CDI (38,8%). Comparativement au trimestre précédent, la proportion des femmes (50,3%) ayant un CDD est moins grande que celle des hommes (63,9%). Contrairement au CDD, la proportion des femmes (49,7%) ayant un CDI est plus grande que celle des hommes (36,1%).

Tableau 2: Répartition des agents recrutés par type de contrat et par sexe

Type de contrat	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
CDD	3 758	63,9	739	50,3	4 497	61,2
CDI	2 120	36,1	731	49,7	2 851	38,8
Total	5 878	100,0	1 470	100,0	7 348	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 2^e trimestre 2022

Le tableau 3 donne la répartition des emplois créés par type de diplôme et par sexe. Entre le premier trimestre 2022 et le second trimestre, on constate que le nombre de diplômés a connu une baisse drastique. Il est passé de 8 006 au premier trimestre à 5 718 au deuxième trimestre

2022, soit une baisse de 28,5%. Parmi les emplois créés, durant le deuxième trimestre 2022, on observe que 77,8% sont occupés par les diplômés et 22,2% par les individus n'ayant pas de diplôme.

Le Niveau licence/Maitrise est le mieux représenté, soit 22,6% dont 20,2% d'hommes et 31,8% de femmes. En seconde place, figurent les personnes sans aucun diplôme, soit 22,2% dont 8,0% de femmes et 25,7% d'hommes. Le niveau d'instruction qualification étrangère a décroché moins d'emplois que les autres niveaux d'instruction du pays. La Qualification Master2/Doctorat est moins représentée, elle s'estime à 8,5% dont 10,2% de femmes et 8,1% d'hommes.

L'analyse par sexe nous montre que parmi les femmes recrutées, la proportion des diplômés du DEF/CAP (14,6%) est moins importante que celle des hommes (20,4%) ; mais c'est le contraire pour les niveaux BAC/BT, BTS/DEUG, Licence/Maîtrise, Master2/Doctorat dont la proportion est plus élevée chez les femmes. Aux qualifications étrangères, la proportion des hommes (0,9%) est plus élevée que celle des femmes (0,1%). Ainsi, à la période indiquée, 92% des femmes en emploi sont diplômées. Quant aux hommes, on constate que 74,2% sont également des diplômés. Au cours de ce trimestre, les employés des qualifications étrangères décrochent moins d'emplois que les autres.

Tableau 3: Répartition des emplois créés par type de diplôme et par sexe

Niveau du diplôme	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Aucun diplôme	1 512	25,7	118	8,0	1 630	22,2
DEF/CAP	1 197	20,4	214	14,6	1 411	19,2
BAC/BT	801	13,6	258	17,6	1 059	14,4
BTS/DEUG	646	11,0	260	17,7	906	12,3
Licence/Maîtrise	1 190	20,2	468	31,8	1 658	22,6
Master2/Doctorat	478	8,1	150	10,2	628	8,5
Qualification étrangère	54	0,9	2	0,1	56	0,8
Total	5 878	100,0	1 470	100,0	7 348	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 1^{er} trimestre 2022

Le tableau 4 annonce la répartition des emplois créés selon le sexe et la nationalité. Parmi les 7 348 emplois créés, la nationalité malienne domine avec 99,0%, dont 98,8% pour les hommes et 99,8% pour les femmes.

Le nombre d'emplois occupés par les étrangers a connu une baisse au deuxième trimestre 2022 ; de 355 emplois au premier trimestre 2022. En effet, il est passé à 76 au trimestre suivant soit une baisse drastique de 78,6%. La zone UEMOA arrive en seconde position avec 0,5%, dont 0,1% pour les femmes et 0,6% pour les hommes. Le nombre d'emplois des ressortissants d'Asie représente 0,1% des emplois créés au deuxième trimestre 2022 du Mali. Les ressortissants de l'Europe, l'Amérique et l'Océanie représentent 0,1% des recrues du deuxième trimestre 2022.

Le nombre d'emplois étrangers a diminué de 78,6% au deuxième trimestre 2022. Le nombre total d'emplois du secteur privé a connu aussi une baisse de 28,2%. De 10 233 emplois au premier trimestre 2022, il est passé à 7 348 emplois au trimestre suivant.

Tableau 4: Répartition des emplois créés par nationalité et par sexe

	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Mali	5 805	98,8	1 467	99,8	7 272	99,0
Zone UEMOA	37	0,6	2	0,1	39	0,5
Reste de l'Afrique	25	0,4	0	0,0	25	0,3
Asie	5	0,1	0	0,0	5	0,1
Europe	4	0,1	1	0,1	5	0,1
Amérique	1	0,0	0	0,0	1	0,0
Océanie	1	0,0	0	0,0	1	0,0
Total	5 878	100,0	1 470	100,0	7 348	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 2^e trimestre 2022

Tout comme les trimestres précédents, au deuxième trimestre 2022, plus de la moitié (54,1%) des emplois créés sont occupés par les jeunes de la tranche d'âge 25-35 ans soit 53,3% pour les femmes et 54,3% pour les hommes. Ensuite, vient la tranche d'âge 36-44 ans avec 22,9% des emplois créés contre 11,1% des agents recrutés de plus de 44 ans et aussi 10,5% sont occupés par les jeunes de moins de 25 ans. Une grande majorité des jeunes de 15-24 ans est supposée être à l'école ou en formation professionnelle. Quant à la tranche non définie (ND), elle est moins représentée avec seulement 1,4%, dont 2,4% de femmes et 1,2% d'hommes

Tableau 5: Répartition des emplois créés par tranche d'âge et par sexe

	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
15 - 24 ans	600	10,2	168	11,4	768	10,5
25 - 35 ans	3 192	54,3	784	53,3	3 976	54,1
36 - 44 ans	1 348	22,9	337	22,9	1 685	22,9
45 ans et plus	668	11,4	146	9,9	814	11,1
ND	70	1,2	35	2,4	105	1,4
Total	5 878	100,0	1 470	100,0	7 348	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 2^e trimestre 2022

1.2. Créations d'emplois du secteur public

Les emplois du secteur public sont de trois types à savoir : les emplois permanents, les emplois générés par les projets et programmes d'investissements, et les auto-emplois des projets et programmes d'insertion.

- ❖ **Les emplois permanents** : Ces emplois concernent les recrutements dans les fonctions publiques de l'Etat et des collectivités, les recrutements dans les forces armées et de sécurité, les recrutements opérés dans certains projets et départements ministériels sur la

base de décision. Mais au cours de ce trimestre nous n'avons pas pour le moment de statistiques concernant ce type d'emplois.

❖ **Les emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement** : Ces emplois sont générés par les projets et programmes d'investissements en infrastructure, réalisés par l'Etat grâce au financement sur le budget national ou celui des partenaires. La durée de ces emplois est généralement liée à celle du projet.

Le tableau 6 donne la répartition des emplois générés par les projets et programmes d'investissement par ministère et projet ou programme d'investissement selon la durabilité de l'emploi. Les emplois durables sont des emplois de six mois et plus ; si l'emploi n'atteint pas six mois, il est non durable.

Sur un total de 685 emplois créés par les projets et programmes d'investissement, 63,2% (433) sont des emplois durables et 252 emplois sont non durables. Parmi les personnes insérées en emploi grâce aux projets programmes d'investissement, plus de deux tiers (88,9%) sont des hommes (609).

Sur les 685 emplois publics générés par des projets programmes d'investissement ; 236 sont créés par le ministère de l'Entreprenariat national de l'emploi et de la formation professionnelle ; 209 par les ONG ; le Ministère du développement rural 120 emplois ; le ministère de la Femme de l'enfant et de la famille a créé 39 emplois et enfin celui de la Réconciliation 08 emplois.

Tableau 6: Répartition des emplois générés par les projets et programmes d'investissement par ministère selon le type d'emploi généré

Ministère ou Organisation / Projet ou programme d'investissement	Emplois durables			Emplois non durables			Ensemble		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ministère de la femme, de l'enfant et de la famille	22	9	31	5	3	8	27	12	39
Amélioration de la demande et de l'offre des services de prévention des IST et VIH	15	7	22	0	0	0	15	7	22
Protection des enfants sur les routes migratoire au Mali	7	2	9	5	3	8	12	5	17
Ministère de la réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale	6	2	8	0	0	0	6	2	8
Appui aux initiatives locales de paix	6	2	8	0	0	0	6	2	8
Ministère de la santé et du développement social	32	6	38	34	1	35	66	7	73
Médecins du monde Belgique	32	6	38	34	1	35	66	7	73
Ministère de l'entreprenariat national, de l'emploi et de la formation professionnelle	113	11	124	112	0	112	225	11	236
Fonds d'appui pour la création d'entreprise par les jeunes FACEJ	93	11	104	0	0	0	93	11	104
Projet d'amélioration de la compétitivité des entreprises par la formation	20	0	20	112	0	112	132	0	132
Ministère du développement rural	37	11	48	66	6	72	103	17	120
Gestion décentralisée des forêts et promotion phase III des chaînes de valeurs agricoles	22	6	28	66	6	72	88	12	100
Renforcement des chaînes de valeur agricoles pour la sécurité alimentaire au Mali	15	5	20	0	0	0	15	5	20
ONG / Associations	160	24	184	22	3	25	182	27	209

Ministère ou Organisation / Projet ou programme d'investissement	Emplois durables			Emplois non durables			Ensemble		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Facilité pour le financement de l'adaptation aux changements climatiques au niveau local	2	1	3	0	0	0	2	1	3
Gestion communautaire des ressources naturelles qui résout les conflits	4	1	5	0	0	0	4	1	5
Programme alliance globale contre le changement climatique au Mali phase	40	10	50	16	3	19	56	13	69
Programme de développement de l'irrigation dans le Bassin du Bani à Sélingué	80	1	81	6	0	6	86	1	87
Programme de développement durable du delta intérieur	26	7	33	0	0	0	26	7	33
Projet de développement et de sécurisation et pastorale dans la région de Gao	4	2	6	0	0	0	4	2	6
Réponses aux besoins d'urgence dans une perspective à long terme	4	2	6	0	0	0	4	2	6
Total général	370	63	433	239	13	252	609	76	685

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 2^e trimestre 2022

- ❖ **Les auto-emplois** : Ces emplois sont générés par les projets, programmes et agences. L'Etat a mis en place certains dispositifs pour promouvoir l'entrepreneuriat. Ces dispositifs permettent de financer les projets des bénéficiaires afin qu'ils puissent travailler à leur propre compte (auto-emplois).

Dans l'ensemble, au cours du deuxième trimestre 2022, les emplois générés par les projets et programmes d'insertion par ministère selon le type d'emploi généré sont de 1 764.

Le Ministère du développement rural est le plus grand pourvoyeur d'auto-emploi avec 483 jeunes insérés dans le cadre du programme (FIDA, du Bureau conseil initiative rural, comité régional de concertations rurales) ; le ministère de l'Entrepreneuriat national de l'emploi et de la formation professionnelle vient en seconde position avec 465 emplois dans le cadre des activités (APEJ, ANPE et le Fond d'Appui à la Création des Entreprises par les Jeunes). Les ONG/Associations viennent en troisième position avec 383 emplois dans le cadre de (l'apprentissage des métiers CEPAM de Bougouni et projet de réduction de la violence communautaire) ; ensuite arrive le Ministère de l'environnement de l'assainissement et du développement durable avec 352 emplois dans le cadre de l'appui FAFE ; en cinquième position le ministère de l'administration territoriale avec 64 emplois dans le cadre de la stratégie d'apprentissage accéléré pour l'adolescent ; enfin le ministère de la santé avec 17 emplois dans le cadre du mouvement biologique malien.

Courant ce trimestre, les hommes sont plus représentés (1 004) soit 56,9% dans les projets et programmes d'insertion que les femmes (760) ; ceci représente un écart de 244 insertions. Les emplois créés par les bénéficiaires femmes employeuses sont de 102 femmes contre 219 pour les hommes. Concernant les bénéficiaires insérés en auto-emploi, les femmes s'insèrent moins en auto-emplois (481) que les hommes (514). Suivant les bénéficiaires insérés comme employés, les femmes sont toujours minoritaires avec 177 insérées comme employeuse contre 271 hommes. Les hommes sont fortement représentés que les femmes dans les emplois créés quelle que soit la catégorie de bénéficiaires.

Tableau 7: Répartition des emplois générés par les projets et programmes d'insertion par ministère selon le type d'emploi généré

Ministère ou Organisation / Projet ou Programme d'insertion	Bénéficiaires insérés comme employés			Bénéficiaires insérés en auto emploi			Emplois créés par les bénéficiaires employeurs			Ensemble		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ministère Administration territoriale	0	0	0	16	26	42	5	17	22	21	43	64
Stratégie d'apprentissage accélère pour adolescent	0	0	0	16	26	42	5	17	22	21	43	64
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	46	15	61	27	216	243	44	4	48	117	235	352
Appui à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant	0	0	0		199	199	0	0	0	0	199	199
GEI BAFANTA	1	0	1	9	5	14	0	0	0	10	5	15
Gestion décentralisée des forêts et promotion phase III des chaînes de valeurs agricoles	45	15	60	18	12	30	44	4	48	107	31	138
Ministère de la santé et du développement social	14	3	17	0	0	0	0	0	0	14	3	17
Mouvement Biologique Malien	14	3	17	0	0	0	0	0	0	14	3	17
Ministère de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle	35	67	102	181	93	274	83	6	89	299	166	465
Agence nationale pour l'emploi	0	19	19	47	48	95	45	0	45	92	67	159
Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes	35	48	83	32	29	61	23	0	23	90	77	167
Fond d'appui à la création d' entreprises par les jeunes	0	0	0	102	16	118	15	6	21	117	22	139
Ministère du développement rural	6	1	7	255	120	375	52	49	101	313	170	483
Bureau conseil initiative rural	1	0	1	14	6	20	0	0	0	15	6	21
Comité régional de concertation des ruraux	5	1	6	0	0	0	0	0	0	5	1	6
Fond international pour le développement agricole	0	0	0	241	114	355	52	49	101	293	163	456
ONG/ Associations	170	91	261	35	26	61	35	26	61	240	143	383
centre professionnel d'apprentissage des métiers (CEPAM) de Bougouni	35	26	61	35	26	61	35	26	61	105	78	183
Projet de réduction de la violence communautaire	135	65	200	0	0	0	0	0	0	135	65	200
Total général	271	177	448	514	481	995	219	102	321	1 004	760	1 764

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 2^e trimestre 2022

1.3. Pertes d'emplois

La perte d'emploi est une rupture anticipée d'un contrat de travail à durée déterminée à l'initiative de l'employeur. Les demandes d'avis ou d'autorisations de licenciement ont concerné, durant le 2^e trimestre 2022, 610 travailleurs d'après les données de la Direction Nationale du Travail. Ces pertes d'emplois se présentent ainsi de la façon suivante : 27 pour rupture conventionnelle, 197 pour fautes professionnelles, mauvaise manière de servir ou

manque de confiance, 110 pour abandon ou démission, 252 pour motif économique, 00 pour décès et maladies et 24 pour fautes lourdes et vol.

Au total, 610 emplois ont été perdus au cours du deuxième trimestre 2022 contre 503 au premier trimestre 2022; avec une hausse remarquable au deuxième trimestre 2022 de (107 soit 21,3%).

Les pertes d'emplois sont enregistrées en grande partie dans le District de Bamako (36,6%), dans les régions de Kayes (29,2%) et Gao (25,1%). Les régions de Kidal, Ménaka et Taoudénit n'ont pas enregistré des pertes d'emplois au deuxième trimestre 2022.

Tableau 8: Répartition des pertes d'emplois suivant le motif, d'octobre à décembre 2021

Région	Motifs						Total
	Rupture conventionnelle	Fautes professionnelles	Abandon /Démission	Motif économique	Décès et Maladies	Fautes lourdes/ Vol	
Kayes	4	105	6	63	0	0	178
Koulikoro	1	5	1	0	0	0	7
Sikasso	0	14	2	1	0	0	17
Ségou	0	0	5	0	0	5	10
Mopti	0	1	1	11	0	0	13
Tombouctou	5	0	3	0	0	0	8
Gao	1	6	3	142	0	1	153
Koutiala	0	0	0	1	0	0	1
Bamako	16	66	89	34	0	18	223
Total	27	197	110	252	0	24	610

Source : Direction Nationale du Travail, rapport du 2^e trimestre 2022

1.4. Récapitulatif des emplois créés

Du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022, il a été enregistré 32 012 nouvelles créations d'emplois et 1 113 pertes d'emplois. Au total, la création nette d'emplois s'élevait à 30 899. Parmi ces 30899 emplois, 56,9% ont été créés par le secteur privé et 46,7% par le secteur public.

Spécifiquement, au deuxième trimestre 2022, il a été enregistré 9 797 emplois dont 7 348 pour le secteur privé et 2 449 pour le secteur public. Dans le même trimestre, il a été enregistré 610 pertes d'emploi ; donc, la création nette d'emplois pour le premier trimestre est de 9 187 emplois.

Globalement, par rapport au premier trimestre 2022, le deuxième trimestre est marqué par :

- une diminution de la création nette d'emplois de 57,7% ;
- une augmentation des pertes d'emplois de 21,3% ; et
- l'absence (0) des créations d'emplois permanents.

Comparativement au deuxième trimestre 2021, les indicateurs des créations d'emplois se portent mal au deuxième trimestre 2022.

Tableau 9: Evolution des créations et des pertes d'emplois enregistrées du 01 janvier 2020 à nos jours

Type d'emplois	2020		2021			2022		
	Total	Total	T2	T3	T4	Total	T1	T2
Emplois créés par le secteur privé	28 463	25 031	6 248	5 898	5 593	17 581	10 233	7 348
Emplois créés par le secteur public	1 736	30 564	8 636	14 835	7 093	14 431	11 982	2 449
Emplois permanents (recrutements fonctions Etat, Collectivité, Forces armées et Sécurité)	1 736	3 524	3 395	129	0	7 314	7 314	0
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissements en infrastructure	0	2 137	0	1 571	566	1 190	505	685
Auto-Emplois générés par les Projets, Programmes, Agences d'insertion	0	24 903	5 241	13 135	6 527	5 927	4 163	1 764
Total emplois créés	30 199	55 595	14 884	20 733	12 686	32 012	22 215	9 797
Pertes d'emplois	2 935	2 692	436	435	693	1 113	503	610
Total création nette d'emplois	27 264	52 903	14 448	20 298	11 993	30 899	21 712	9 187

Source : Rapports annuels de la Direction Nationale de l'Emploi, ONEF 2020-2022¹

2. Autres indicateurs du marché du travail

Les autres indicateurs du marché du travail que nous avons traité dans ce bulletin sont les offres et les demandes d'emploi, et les litiges du dialogue social.

2.1. Offres et demandes d'emploi

Les offres et les demandes d'emplois sont enregistrées par l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE). Au cours du deuxième trimestre 2022, au total 1 718 demandes d'emplois ont été enregistrées contre 568 offres d'emplois et 981 placements.

Le tableau 10 nous donne les demandes d'emploi enregistrées dans les bureaux régionaux de l'ANPE. En termes de représentativité, cette fois-ci c'est la région de Kayes qui vient en première position avec 37,3% des demandes d'emploi suivie du District de (20,2%) et des régions de Gao (11,4%) et Sikasso (9,7%).

Sur l'ensemble de demandes d'emploi enregistrées, les femmes représentaient 27,6%. Quelle que soit la région, les femmes sont minoritaires à l'enregistrement des demandes d'emploi dans les bureaux régionaux de l'ANPE.

¹ L'année 2022 concerne seulement le premier semestre 2022.

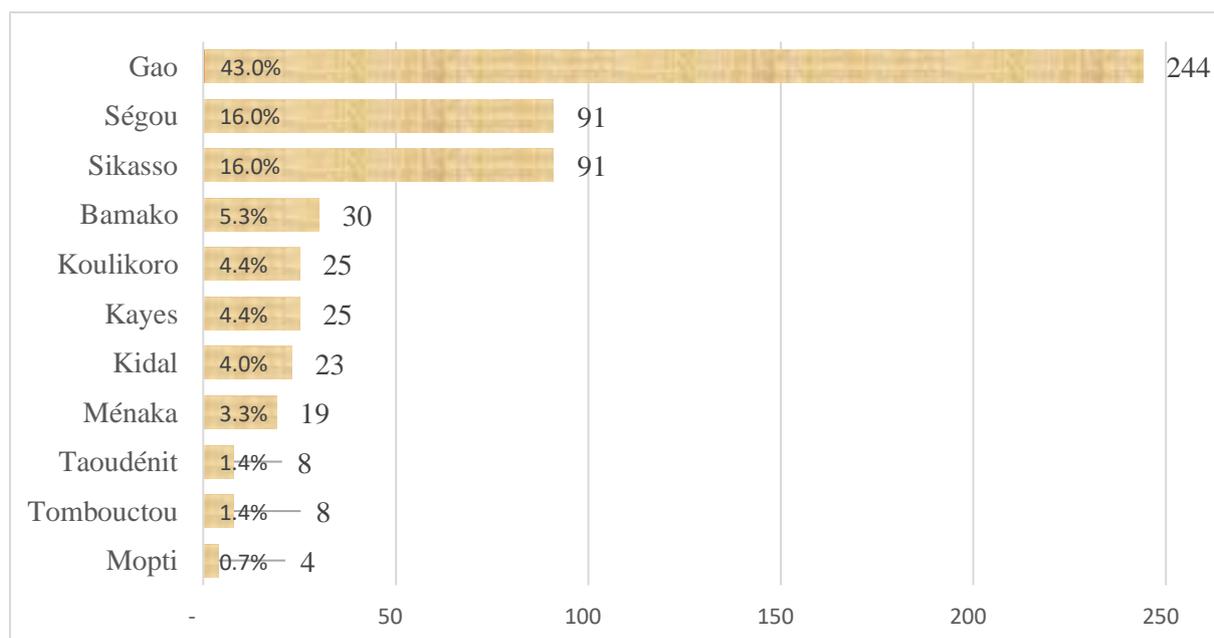
Tableau 10: Demandes d'emploi enregistrées au cours du 2^e trimestre 2022 par région selon le sexe

Région	Sexe				Ensemble	%
	Homme	%	Femme	%		
Kayes	475	74,1	166	25,9	641	37,3
Koulikoro	57	55,9	45	44,1	102	5,9
Sikasso	110	65,9	57	34,1	167	9,7
Ségou	28	75,7	9	24,3	37	2,2
Mopti	43	59,7	29	40,3	72	4,2
Tombouctou	42	80,8	10	19,2	52	3,0
Gao	145	74,0	51	26,0	196	11,4
Kidal	24	55,8	19	44,2	43	2,5
Ménaka	40	78,4	11	21,6	51	3,0
Taoudénit	6	60,0	4	40,0	10	0,6
Bamako	273	78,7	74	21,3	347	20,2
Total	1243	72,4	475	27,6	1718	100,0

Source : DPS/ANPE

Les offres d'emplois faites par les particuliers sont présentées dans le graphique 2. Dans les régions de Gao, Sikasso et Ségou, les offres représentent respectivement 43,0% et, 16,0%. On remarque que l'écart est très important entre la région de Gao et les régions de Sikasso et, Ségou qui occupent à égalité (16,0%).

Une fois de plus au deuxième trimestre 2022, le District de Bamako a connu une baisse du nombre d'offres enregistrées, passant de 122 offres au premier 2021 à 30 offres au premier trimestre 2022. D'une manière générale, les offres d'emploi sont passées de 500 à 568 offres du premier trimestre 2022 au trimestre suivant soit une hausse de 13,6%.



Graphique 2: Offres d'emploi enregistrées au cours du 2^e trimestre 2022 par région

Source : DPS/ANPE

Dans l'ensemble, au cours du deuxième trimestre 2022, 76,2% des placements sont des hommes et seulement 23,8% des femmes. Suivant les régions, Kayes représente 57,5% des placements effectués au cours du 2^{ème} trimestre, Koulikoro, 15,3% et la région de Ségou 09,4%.

Seul le Bureau de l'ANPE de la région de Taoudéni n'a pas fait de placement courant deuxième trimestre 2022. L'ensemble des personnes placées à Mopti, Ménaka, et dans le District de Bamako sont des Hommes.

Tableau 11: Placements effectués au cours du 2^e trimestre 2022 par région selon le sexe

Région	Sexe				Ensemble	%
	Homme	%	Femme	%		
Kayes	434	77,0	130	23,0	564	57,5
Koulikoro	121	80,7	29	19,3	150	15,3
Sikasso	78	85,7	13	14,3	91	9,3
Ségou	45	48,9	47	51,1	92	9,4
Mopti	1	100,0	0	0,0	1	0,1
Tombouctou	23	88,5	3	11,5	26	2,7
Gao	21	70,0	9	30,0	30	3,1
Kidal	21	91,3	2	8,7	23	2,3
Ménaka	3	100,0	0	0,0	3	0,3
Bamako	1	100,0	0	0,0	1	0,1
Total	748	76,2	233	23,8	981	100

Source : DPS/ANPE

2.2. Dialogue social

Globalement, au cours du deuxième trimestre 2022 (tableau n° 12), il a été enregistré 396 litiges individuels parmi lesquels 255 (environ 64,4%) ont été réglés en conciliation devant l'inspecteur du travail, 117 transmis au Tribunal du Travail et 24 litiges sont en instance.

Suivant la région, il a été enregistré 273 litiges individuels à Bamako, parmi lesquels, 204 (environ 74,7 %) ont été réglés en conciliation et 50 transmis au tribunal du travail. Bamako est suivi respectivement de Ségou et de Koulikoro où les litiges individuels soumis s'élèvent respectivement à 45 et 22.

Ces litiges individuels sont relatifs principalement à des réclamations concernant les salaires ou accessoires de salaires, l'indemnité compensatrice du préavis, le paiement d'heures supplémentaires, le licenciement, les congés payés et le repos hebdomadaire.

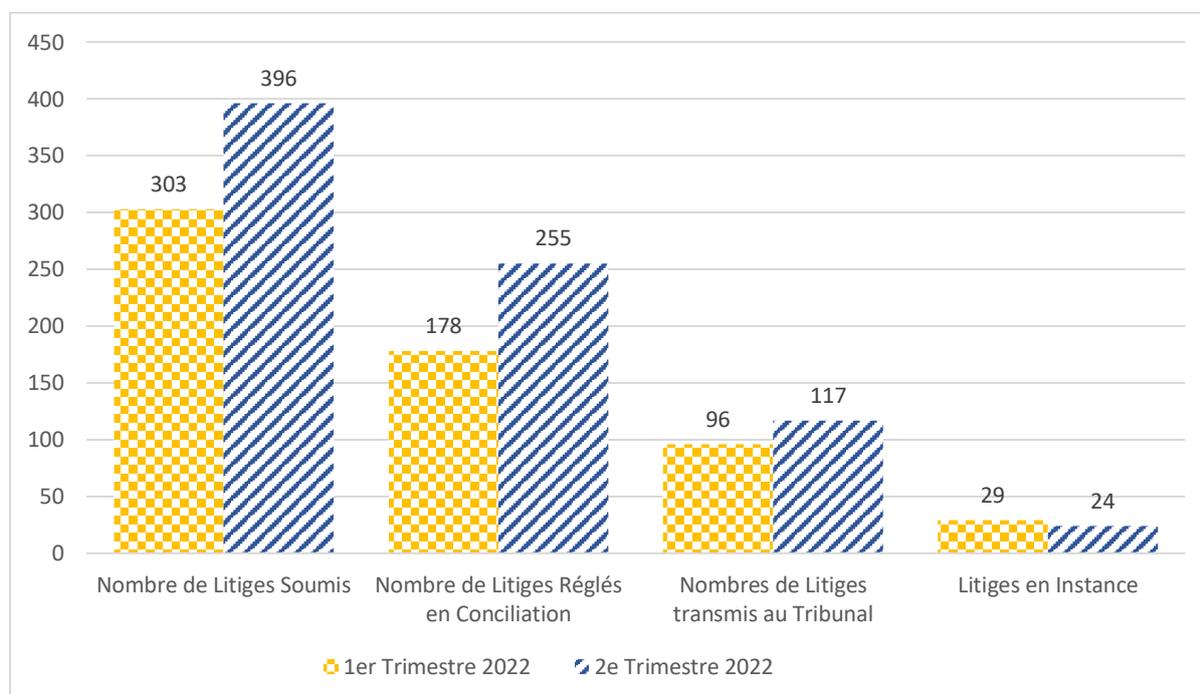
Tableau 12: Etat des principaux indicateurs du dialogue social par région

Région	Nombre de litiges soumis	Nombres de litiges réglés en conciliation	Nombres de litiges transmis au Tribunal	Litiges en instance
Kayes	18	6	8	4
Koulikoro	22	8	14	0
Sikasso	5	1	4	0
Ségou	45	15	30	0
Mopti	13	12	1	0
Tombouctou	9	1	8	0
Gao	3	1	1	1
Kidal	0	0	0	0
Ménaka	0	0	0	0
Taoudénit	4	4	0	0
Koutiala	2	1	1	0
San	2	2	0	0
Bamako	273	204	50	19
Total	396	255	117	24

Source : Direction Nationale du Travail, rapport du 2^e trimestre 2022

A partir du graphique comparatif (graphique 3) du premier trimestre 2022 et du deuxième trimestre 2022 concernant les litiges individuels, nous constatons une augmentation des litiges individuels de 30,7% au deuxième trimestre 2022.

Hormis les litiges en instance qui ont diminué de 29 à 24 litiges entre le premier et le deuxième trimestre 2022, tous les autres litiges ont vu une augmentation.

**Graphique 3: Evolution des litiges individuels entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2021**

Source : Direction Nationale du Travail, rapports d'activités des 1^{er} et 2^e trimestre 2022

3. Analyse de quelques indicateurs économiques

L'analyse de quelques indicateurs économiques aborde l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) et les nouvelles créations d'entreprises.

3.1 Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

Rappelons que l'indice harmonisé des prix à la consommation sert au calcul du taux d'inflation. Le taux est utilisé dans l'indexation des salaires, du SMIG, des loyers, pension des retraités, etc. En outre, il peut servir d'arguments dans les négociations sur le marché de l'emploi entre employeurs et employés dans le cadre du maintien de leur pouvoir d'achat.

Au deuxième trimestre 2022, l'indice national a augmenté de 3,7% par rapport au trimestre précédent. Par rapport au deuxième trimestre 2021, l'indice a connu une hausse de 9,5% au deuxième trimestre 2022.

Cette augmentation de l'indice trimestriel est due en grande partie aux fonctions suivantes :

- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (14,3%)
- Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (3,9%)
- Santé (4,7%)
- Transport (6,1%)
- Biens et Services divers (5,9%).

Mais ailleurs, les prix liés aux loisirs et à la culture ont connu une diminution au deuxième trimestre 2022 de 11,6% par rapport au premier trimestre 2021 et de 16,0% par rapport au deuxième trimestre 2021.

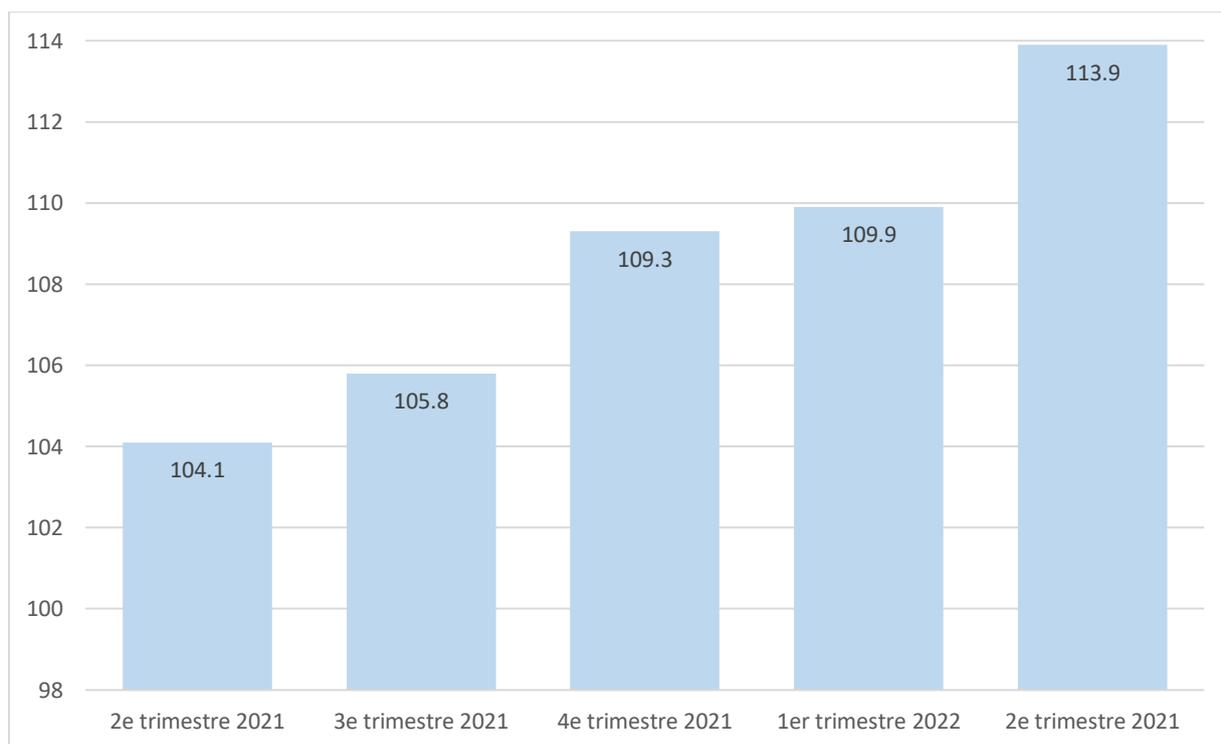
Tableau 13: Variation du taux d'inflation au 2^e trimestre de 2021 et 2022

Indicateurs IHPC		2 ^e Trimestre 2021	1 ^{er} trimestre 2022	2 ^e trimestre 2022	Variation trimestrielle	Variation annuelle
INDICE GLOBAL	10 000	104,1	109,9	113,9	3,7	9,5
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5 847	104,6	112,4	119,5	6,3	14,3
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	78	111,0	109,1	111,0	1,7	0,1
Articles d'habillement et chaussures	557	107,4	109,5	110,5	0,9	2,9
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	951	106,7	110,1	110,8	0,6	3,9
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	362	110,6	112,2	112,3	0,1	1,6
Santé	307	121,1	123,9	126,8	2,3	4,7
Transports	879	98,4	98,4	104,4	6,2	6,1
Communication	487	82,1	81,3	82,9	2,0	0,9
Loisirs et culture	151	138,1	131,2	116,0	-11,6	-16,0
Enseignement	65	113,0	118,1	110,5	-6,4	-2,2
Restaurants et Hôtels	60	104,0	104,2	105,1	0,9	1,1
Biens et services divers	256	112,4	115,7	119,0	2,9	5,9

Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

Le taux d'inflation annuel moyen, mesure la variation de l'indice des 12 premiers mois par rapport aux 12 mois précédents. Il joue le rôle d'indicateur de convergence dans les huit (8) États membres de l'UEMOA.

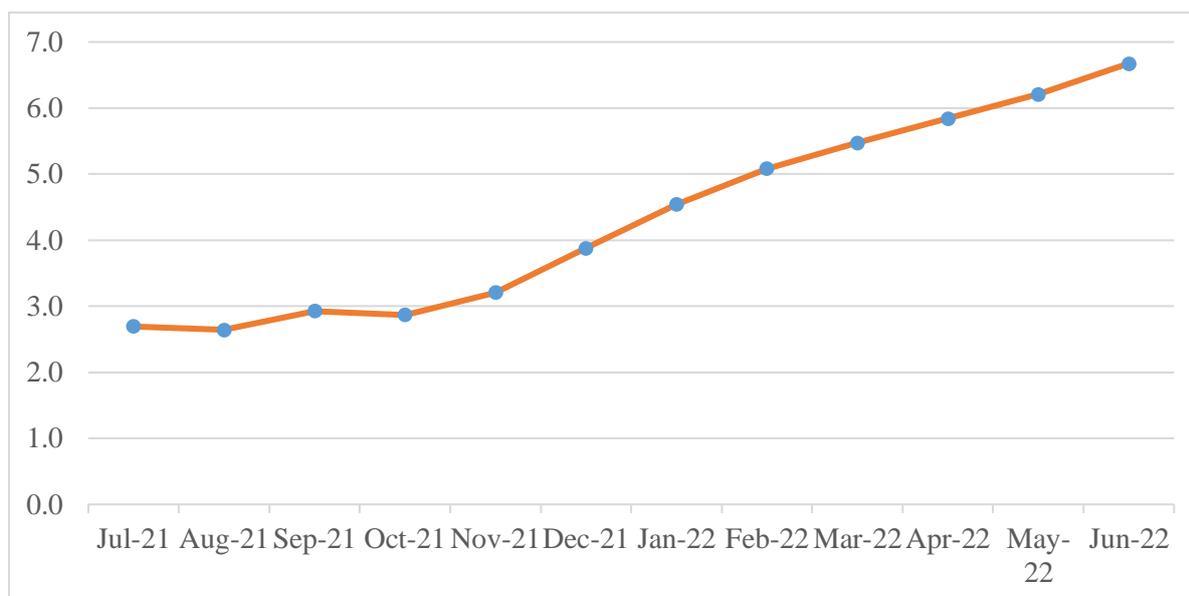
Du deuxième trimestre 2021 au deuxième trimestre 2022, l'évolution (voir le graphique 4 ci-dessous) de l'indice a été strictement croissante. En effet, l'indice est passé de 104,1% au 2^e trimestre 2021 pour s'établir à 113,9% au 2^e trimestre 2022 soit une variation de (9,48%). Cette variation est plus remarquable entre les 3^e et 4^e trimestres 2021, et entre les 1^{er} et 2^e trimestres 2022.



Graphique 4: Évolution des indices trimestriels du 2^e trimestre 2021 au 2^e trimestre 2022

Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

Le niveau de l'indicateur de convergence (l'inflation annuelle moyenne) au Mali a connu une progression rapide durant ces douze derniers mois et cela depuis l'année 2008, suite à la crise financière. En effet, il est passé du taux de (2,7%) en juillet 2021 à (6,7%) au mois de mars 2022, taux nettement supérieur à la norme communautaire (3%) de l'UEMOA. Ainsi au Mali l'inflation est rampante. C'est seulement entre septembre et octobre 2021 que le taux d'inflation a été stationnaire à 2,9%.



Graphique 5: Taux d'inflation mensuel moyen de juillet 2021 à juin 2022

Source : INSTAT/ IHPC base 2014

3.2. Nouvelles créations d'entreprises

Au deuxième trimestre 2022, il y a eu plus de création d'entreprises qu'au premier trimestre. Le nombre d'entreprises sur la période référée (2^{ème} trimestre 2022) était de 4 993 contre 4014 entreprises au premier trimestre de la même année, soit un écart de (979 soit 24,3%). Cela s'explique par l'amélioration du climat socio-sécuritaire que vit le pays en cette période. Cet état de fait a contribué à la création de façon significative des branches d'activités telles que le commerce général et les prestations de services.

Au regard du tableau 14 (à la page suivante), les investisseurs semblent être attirés toujours vers les branches « commerce général » et « prestation de service » qui occupent près de 96% des créations. En effet, au cours du deuxième trimestre 2022, plus de 9 nouvelles entreprises sur dix ont été créées dans les branches de commerce général et prestations de services. Un peu plus de 48% des entreprises ont été créées dans la branche d'activités « commerce général » pendant que un peu plus de 2/5 soit (46,8%) se trouve au niveau des entreprises prestataires de services. Les branches d'activité n'ayant pas eu des créations d'entreprises sont :

- Activités à caractère collectif ou personnel ;
- Activités connexes à l'intermédiation financière ;
- Activités de fabrication ;
- Activités de loisirs, culturelles et sportives ;
- Assistance sociale et santé ;
- Autres activités commerciales ;
- Extraction de pétrole brut et de gaz ; activités de service connexe à l'extraction ;
- Décharge des déchets et assainissement des eaux usées, activités similaires ;
- Fabrication d'autres équipements de transport ;
- Location de machines ;
- Pêche, pisciculture, aquaculture, abatage et activités connexes ;
- Transports, activités des auxiliaires de transport et communications ;

- Vente au détail, ex. véhicule, motorcycle, réparation de biens personnels ;
- Vente en gros ou sur commission, ex. véhicules motorisés et motocyclettes.

Tableau 14: Répartition des nouvelles entreprises créées selon la branche d'activités et par trimestre

Branche d'activités	1^{er} trimestre 2021	2^e trimestre 2022
Activités à caractère collectif ou personnel	0	0
Activités connexes à l'intermédiation financière	1	0
Activités de fabrication	1	0
Activités de loisirs, culturelles et sportives	2	0
Activités de transports connexes et auxiliaires ; agences de voyage	2	9
Activités d'administration publique	0	1
Activités extractives, minière	2	1
Activités immobilières	41	45
Agriculture, chasse et activités de service connexes	8	24
Assainissement, Ramassage d'ordures	6	10
Assistance sociale et santé	0	0
Autres activités commerciales	1	0
Commerce, Commerce général	2 173	2 436
Communication	1	4
Construction, BTP, Travaux d'ingénierie	25	55
Education, Formation, Recherche	6	4
Enseignement	16	20
Extraction de pétrole brut et de gaz; act. de service conn. à l'extraction	0	0
Décharge des déchets et assainissement des eaux usées, activ.Similaires	0	0
Fabrication d'autres équipements de transport	2	0
Gardiennage, sécurité	9	5
Hôtels et restaurants	17	5
Location de machines	0	0
Pêche, pisciculture, aquaculture, abatage et activités connexes	0	0
Prestations de services	1 672	2 340
Recherche et Exploitation Minière	12	17
Santé et action sociale	13	14
Transports terrestres ; transports par pipelines	1	3
Transports, activités des auxiliaires de transport et communications	3	0
Vente au détail, ex. véhicule, motorcycle, réparation de biens personnels.	0	0
Vente en gros ou sur commission, ex. véhicules motorisés et motocyclettes	0	0
Total	4 014	4 993

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'API

Conclusion

Ce Bulletin du deuxième trimestre 2022 a permis d'avoir une vue d'ensemble de la situation du marché du travail, en donnant non seulement les statistiques sur les créations d'emplois mais aussi sur d'autres indicateurs qui influent d'une manière ou d'une autre sur le marché du travail malien.

Le marché du travail malien est marqué au deuxième trimestre 2022 par rapport au premier trimestre 2022 par :

- une diminution du nombre d'emplois créés (surtout pour le secteur public);
- une augmentation des pertes d'emplois ;
- une augmentation des litiges individuels du travail ;
- une augmentation globale des prix (IHPC) ;
- une légère augmentation du nombre des nouvelles créations d'entreprises.

Au deuxième trimestre 2022, la situation du marché du travail a connu une diminution par rapport au premier trimestre 2022.